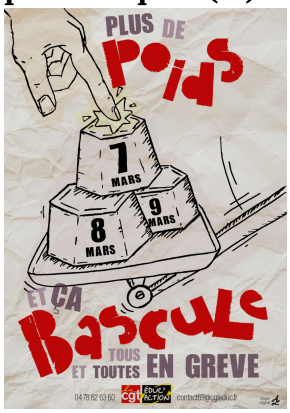
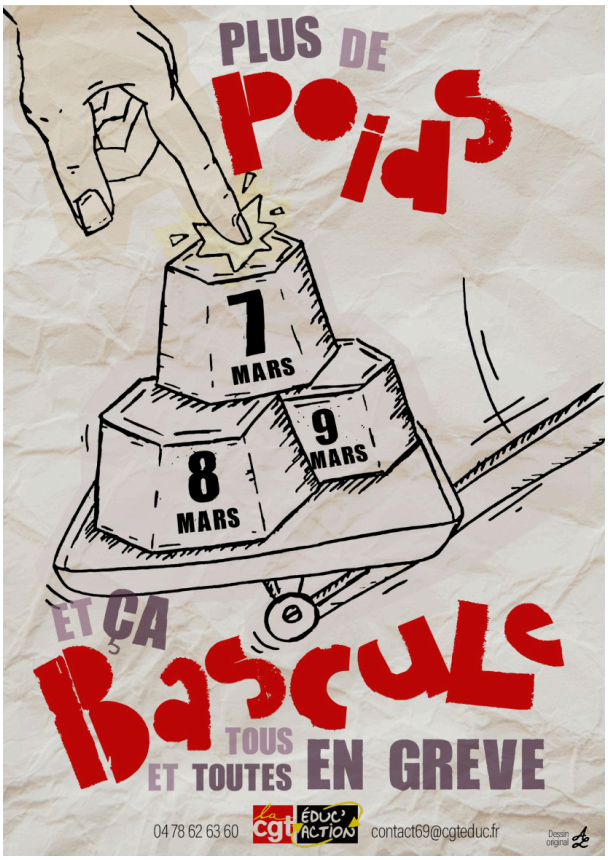


A partir du 7 mars, l’Education avec les autres secteurs pour bloquer l’économie et gagner !

dimanche 19 février 2023, par CGT Educ Rhône



Le 7 mars, mettons l'Éducation à l'arrêt,
le 8 mars exigeons l'égalité et
poursuivons jusqu'au retrait

Depuis le 19 janvier 2023, la mobilisation ne faiblit pas. Au contraire, elle se renforce au fil des journées d'action.

Samedi 11 février, deuxième journée de mobilisation en une semaine, ce sont plus de 2 500 000 manifestant·es qui ont battu le pavé, dans plus de 250 lieux de rassemblement.

C'est la démonstration que les travailleurs et travailleuses, comme 75% de la population, ne sont pas dupes de la communication mensongère du gouvernement et ont bien compris que son projet est inutile et injuste.

Face à l'expression de cette colère qui ne faiblit pas, le gouvernement et ses soutiens, jouent la fermeté mais sont plus que jamais isolés et fragilisés.

C'est par la généralisation de la grève et la mise à l'arrêt du pays que nous pourrons obtenir le retrait de la contre-réforme des retraites. Lors de la crise sanitaire, le secteur de l'éducation a montré qu'il avait un rôle crucial dans le fonctionnement de l'économie.

La CGT Éduc'action appelle donc l'ensemble des personnels à se joindre à la grève et aux manifestations du 16 février.

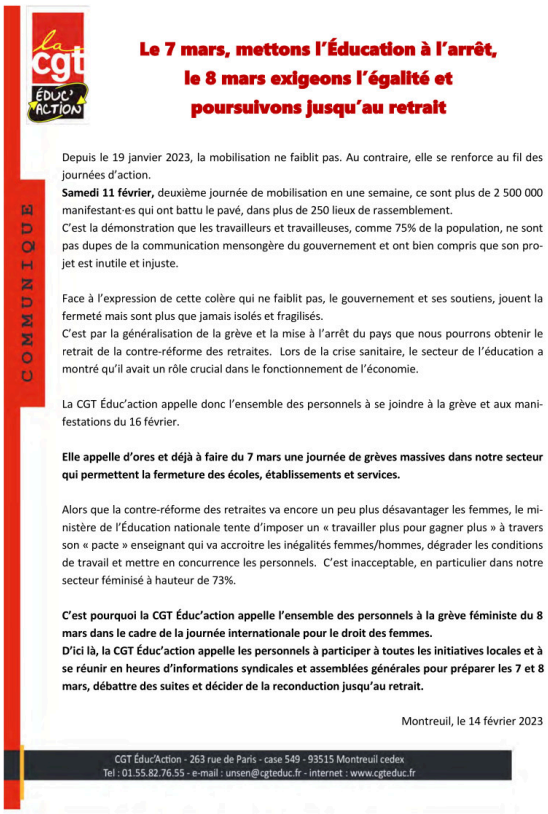
Elle appelle d'ores et déjà à faire du 7 mars une journée de grèves massives dans notre secteur qui permettent la fermeture des écoles, établissements et services.

Alors que la contre-réforme des retraites va encore un peu plus désavantager les femmes, le ministère de l'Éducation nationale tente d'imposer un « travailler plus pour gagner plus » à travers son « pacte » enseignant qui va accroitre les inégalités femmes/hommes, dégrader les conditions de travail et mettre en concurrence les personnels. C'est inacceptable, en particulier dans notre secteur féminisé à hauteur de 73%.

C'est pourquoi la CGT Éduc'action appelle l'ensemble des personnels à la grève féministe du 8 mars dans le cadre de la journée internationale pour le droit des femmes.

D'ici là, la CGT Éduc'action appelle les personnels à participer à toutes les initiatives locales et à

se réunir en heures d'informations syndicales et assemblées générales pour préparer les 7 et 8 mars, débattre des suites et décider de la reconduction jusqu'au retrait.
Montreuil, le 14 février 2023



COMMUNIQUE

Le 7 mars, mettons l'Éducation à l'arrêt, le 8 mars exigeons l'égalité et poursuivons jusqu'au retrait

Depuis le 19 janvier 2023, la mobilisation ne faiblit pas. Au contraire, elle se renforce au fil des journées d'action.
Samedi 11 février, deuxième journée de mobilisation en une semaine, ce sont plus de 2 500 000 manifestant·es qui ont battu le pavé, dans plus de 250 lieux de rassemblement.
C'est la démonstration que les travailleurs et travailleuses, comme 75% de la population, ne sont pas dupes de la communication mensongère du gouvernement et ont bien compris que son projet est inutile et injuste.

Face à l'expression de cette colère qui ne faiblit pas, le gouvernement et ses soutiens, jouent la fermeté mais sont plus que jamais isolés et fragilisés.
C'est par la généralisation de la grève et la mise à l'arrêt du pays que nous pourrons obtenir le retrait de la contre-réforme des retraites. Lors de la crise sanitaire, le secteur de l'éducation a montré qu'il avait un rôle crucial dans le fonctionnement de l'économie.

La CGT Éduc'action appelle donc l'ensemble des personnels à se joindre à la grève et aux manifestations du 16 février.

Elle appelle d'ores et déjà à faire du 7 mars une journée de grèves massives dans notre secteur qui permettent la fermeture des écoles, établissements et services.

Alors que la contre-réforme des retraites va encore un peu plus désavantager les femmes, le ministère de l'Éducation nationale tente d'imposer un « travailler plus pour gagner plus » à travers son « pacte » enseignant qui va accroitre les inégalités femmes/hommes, dégrader les conditions de travail et mettre en concurrence les personnels. C'est inacceptable, en particulier dans notre secteur féminisé à hauteur de 73%.

C'est pourquoi la CGT Éduc'action appelle l'ensemble des personnels à la grève féministe du 8 mars dans le cadre de la journée internationale pour le droit des femmes.
D'ici là, la CGT Éduc'action appelle les personnels à participer à toutes les initiatives locales et à se réunir en heures d'informations syndicales et assemblées générales pour préparer les 7 et 8 mars, débattre des suites et décider de la reconduction jusqu'au retrait.

Montreuil, le 14 février 2023

CGT Éduc'Action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Tel : 01.55.82.76.55 - e-mail : unsen@cgteduc.fr - internet : www.cgteduc.fr

L'intersyndicale est prête à durcir le mouvement dans l'éducation : le 7 mars, mettons les écoles, établissements et services à l'arrêt !

Depuis le 19 janvier dernier, la population ne cesse de démontrer sa très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites du gouvernement à travers les grèves, les manifestations mais aussi la pétition en ligne qui a atteint un million de signatures.

Au fil des semaines, les sondages démontrent également une hausse de ce rejet massif puisque dorénavant, plus de 7 français sur 10 et 9 travailleurs et travailleuses sur 10 se disent opposés au projet de réforme.

Ce mouvement social inédit par son ampleur est donc désormais ancré dans le paysage social. Le gouvernement, comme les parlementaires, ne peuvent y rester sourds.

Durant la poursuite des débats parlementaires, les organisations syndicales professionnelles et de jeunesse vont poursuivre la mobilisation et l'amplifier.

L'intersyndicale de l'éducation se félicite de la mobilisation de la jeunesse qui refuse la précarité grandissante que lui promet le gouvernement et qui rejoint massivement les cortèges interprofessionnels pour le retrait de la réforme Macron-Borne.

Ainsi, elles appellent à une journée d'actions interprofessionnelles sur l'ensemble du territoire le 16 février.

Par ailleurs, les parlementaires appelés à se prononcer sur ce projet de réforme doivent entendre comme le gouvernement, le mécontentement de la population, et rejeter massivement ce texte. Il en va de leur responsabilité. C'est dans ce cadre que l'ensemble des secrétaires généraux et présidents écriront à chaque parlementaire de l'arc républicain pour réaffirmer notre opposition et celle de la population. Parallèlement, nous appellerons nos structures locales à interpeler député·es et sénateurs·trices dans leurs circonscriptions.

Dans un tel contexte, les projets ministériels d'imposer un « pacte » qui revient à imposer du travail supplémentaire à une profession dont les conditions de travail sont pourtant déjà dégradées, à aggraver les inégalités salariales femmes/hommes, à attaquer le statut et à désorganiser les écoles et établissements sont particulièrement inacceptables et irresponsables.

Si malgré tout le gouvernement et les parlementaires restaient sourds à la contestation populaire, dans le cadre de l'appel interprofessionnel à durcir le mouvement et à mettre la France à l'arrêt dans tous les secteurs le 7 mars prochain, l'intersyndicale de l'éducation appelle à ce que les grèves massives permettent de fermer totalement les écoles, collèges, lycées et services.

.../...